CEDEAO

CILSS

CORAF

LA BANQUE MONDIALE

PRSA

Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest

RAPPORT ANNUEL 2024

juin 2025

SOMMAIRE

Remerciements | 3

Introduction | 4

Faits marquants | 6

Réalisations principales | 7

- Services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires | 7
- Durabilité et capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire | 8
- Intégration des marchés alimentaires régionaux et le commerce | 10
- Aspects transversaux | 12

Quelques témoignages de bénéficiaires | 14

Conclusions et perspectives 2025 | 15

REMERCIEMENTS

L'année 2024 s'est déroulée dans un contexte particulièrement difficile, marqué notamment par le retrait des trois (03) pays (Burkina Faso, Mali et Niger) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que par des défis climatiques persistants et une insécurité accrue. Malgré ces circonstances difficiles, les acteurs et partenaires du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA) ont poursuivi, avec détermination et engagement, la mise en œuvre des activités prévues, en vue de renforcer la résilience des populations ouest-africaines et sahéliennes les plus vulnérables.

L'année 2024 a également été marquée par l'entrée en vigueur du PRSA au Sénégal, portant ainsi à huit (08) le nombre de pays bénéficiaires de ce programme régional phare, qui cible désormais plus de 5,5 millions de personnes vulnérables.

Dans l'ensemble, cette année s'est distinguée par des avancées notables tant dans les pays qu'au niveau régional, venant conforter l'optimisme quant à l'atteinte de l'objectif de développement du PRSA, à savoir : accroître la préparation contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire des pays participant au programme.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'ensemble des pays participants qui, avec le soutien constant des institutions régionales – la CEDEAO, le CILSS et le CORAF – se sont mobilisées pour assurer l'exécution efficace des activités sur le terrain. Nos remerciements vont également à la Banque mondiale, pour son appui financier et, surtout, pour son accompagnement technique régulier, qui a été déterminant dans l'atteinte des résultats présentés dans le présent rapport.

Enfin, nous saluons l'engagement, la persévérance et le professionnalisme de l'ensemble des parties prenantes, dont les efforts conjugués ont permis de surmonter de nombreux défis et de réaliser des progrès significatifs.

Mme Massandjé Touré-Litsé

Commissaire aux Affaires Economiques
et à l'Agriculture de la CEDEAO

INTRODUCTION

Contexte et défis : En Afrique de l'Ouest et au Sahel, les risques climatiques, agricoles, sanitaires, de marchés et de conflits, rendent les performances du système alimentaire très volatiles avec des crises alimentaires et nutritionnelles plus fréquentes et plus graves. Face à ces constats, la région Ouest-africaine et le Sahel ont pris des engagements forts pour transformer l'agriculture et renforcer la résilience du système alimentaire. C'est dans ce cadre que la Banque mondiale et ses partenaires ont financé la mise en œuvre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA) depuis juin 2022 en vue de renforcer les capacités de prévention et de gestion de l'insécurité alimentaire, tout en améliorant la résilience des acteurs du système alimentaire dans les pays participants.

Les principaux domaines d'intervention du PRSA sont : (i) le renforcement des services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires régionales ; (ii) la durabilité et la capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire ; (iii) l'intégration des marchés alimentaires régionaux et le commerce et enfin (iv) les interventions d'urgence qui ne concernent que les pays participants.

Les acteurs de mise en œuvre sont divers : Le PRSA a adopté l'approche programmatique multi-phases et compte actuellement 08 pays. La première phase du PRSA couvre 04 pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo). La deuxième phase comprend 03 pays (Ghana, Sierra Leone et Tchad) et la troisième phase concerne le Sénégal. Le FSRP vise à terme une couverture régionale complète. Au niveau régional, la CEDEAO coordonne la mise en œuvre globale du PRSA ainsi que les activités du domaine d'intervention 3 (Intégration des marchés alimentaires régionaux et le commerce). Les activités du domaine d'intervention 1 (Renforcement des services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires régionales) sont coordonnées par le Centre Régional Agrhymet

du CILSS et celles du domaine d'intervention 2 (Durabilité et la capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire) sont coordonnées par le CORAF.

Après plus de 3 années de mise en œuvre, les interventions du PRSA ont atteint plus **2,3 millions** de bénéficiaires directs dont **35% de femmes.** De nombreux résultats existent aussi bien dans les pays qu'au niveau régional.

L'année 2024 a été également marquée par des faits qui ont certainement influencé la mise en œuvre du PRSA sur le terrain et au niveau régional.

Le présent rapport est une synthèse des résultats clés du PRSA obtenus en 2024 en lien avec les services numériques, la productivité agricole et le commerce régional tout en relevant les aspects transversaux relatifs au genre, aux VBG, à la sauvegarde environnementale et sociale et la communication.

FAITS MARQUANTS

Au cours de l'année 2024, la mise en œuvre du PRSA a été marquée par des faits et activités endogènes et exogènes au programme. Ils ont influencé positivement ou négativement la mise en œuvre du programme au cours de toute l'année.

Janvier 2024

Entrée en vigueur du PRSA au Sénégal

Le Sénégal a officiellement démarré la mise en œuvre du PRSA en janvier 2024, marquant une étape cruciale dans l'expansion du programme.

Janvier 2024

Retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO

Le retrait de ces trois pays membres a eu des répercussions directes sur la gouvernance régionale du PRSA, notamment en ce qui concerne la coordination politique et institutionnelle. Ce retrait a entraîné un ralentissement des activités régionales impliquant ces pays, des réajustements budgétaires, et une incertitude quant à leur implication future dans les actions communes.

Mai 2024

Organisation de la 4ème réunion régionale de synthèse des missions d'appui (Wrap-up) à Lomé

Cette rencontre stratégique a réuni les représentants des unités de coordination nationales et régionales, les partenaires techniques et financiers ainsi que les parties prenantes clés.
Elle a permis de dresser un bilan des missions d'appui technique, de partager les bonnes pratiques et de renforcer la synergie entre les acteurs du PRSA.

Juillet 2024

Remplacement de Mme Katie Freeman Kennedy par Mme Ashwini Reka Sebastian à la Banque mondiale

Appelée à d'autres fonctions au sein de la Banque mondiale, Mme Katie Freeman Kennedy, cheffe d'équipe de la coordination du PRSA à la Banque mondiale, a été remplacée par Mme Ashwini Reka Sebastian, spécialiste en économie agricole au Bureau de la Banque mondiale du Ghana. Outre les activités du PRSA Ghana, elle coordonne depuis juillet 2024, l'ensemble du programme au niveau régional.

REALISATIONS PRINCIPALES

Les réalisations clés du PRSA en 2024 ont concerné essentiellement: (i) les services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires ; (ii) la durabilité et la capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire et (iii) l'intégration et commerce des marchés alimentaires régionaux.

SERVICES DE CONSEIL NUMÉRIQUE POUR LA PRÉVENTION ET LA GESTION DES CRISES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Sous la coordination du Centre Régional AGRHYMET/CILSS, qui a en charge les activités relatives aux services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires, plus de **956 228 acteurs** du système alimentaire dans **07 pays** ont eu un accès aux informations agro-hydro-météorologiques.

On note aussi la mise en service de la salle de surveillance pour fournir des prévisions de qualité en temps réel à divers utilisateurs (Services Météorologiques et Hydrologiques nationaux, Agences chargées de la gestion des risques et des catastrophes, Salle de crise de la CEDEAO, etc.).

08

Accords de collaboration ont été conclus avec le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Togo pour la co-production de services entre secteurs public et privé.

02

Promotions de diplômés (niveau Master en Changements Climatiques et Développement Durable et Technicien supérieur en Agrométéorologie) originaires des pays du PRSA

En outre, plusieurs **séances de renforcement des capacités et de coaching** ont été organisées sur les outils de suivi des cultures (SARAH-model) et la gestion et l'analyse des données climatiques (CLIDATA)

16

Stations hydrométriques ont été installées au Sénégal **(07)**, au Niger **(01)** et au Mali **(08)**

Burkina Faso

69 929

Producteurs **(23,9% de femmes)** ont eu accès aux informations agrométéorologiques

- **204 Stations météorologiques** de l'Agence nationale de la météorologie (ANAM-BF) ont été entretenues par 120 spécialistes formés
- **500 pluviomètres** paysans ont été partagés à 500 producteurs leaders

Niger

46

Bulletins élaborés et diffusées sur la situation phytosanitaire, pastorale et hydrologique

- **929 813 messages envoyés** aux producteurs sur les nématodes, la défense des cultures, la production de riz et la pomme de terre, les maladies animales, et le déstockage d'urgence

Sierra Leone

132 300

acteurs agricoles **(dont 34,8 % de femmes)** ont eu accès à des informations hydrométéorologiques

Mali

10

Stations synoptiques automatiques et **10 stations pluviomètres** automatiques acquises

Togo

1 014

Exploitants **(40,43% de femmes)** agricoles reçoivent régulièrement des informations géolocalisées sur la pluviométrie

- **09 professionnels** inscrits en master sur le changement climatique et le développement durable au centre AGRHYMET à Niamey ont achevé la formation et ont rejoint leurs services respectifs
- **08 centres** et stations agrométéorologiques de l'Agence Nationale de la Météorologie (ANAMET) réhabilités et équipés et six (06) nouvelles stations acquises
- **400 membres** des coopératives dont 174 femmes formés sur l'approche de Services Climatologiques Participatifs et Intégrés pour l'Agriculture (PICSA) au niveau paysan
- **122 266 producteurs agricoles (40,26 %)** de femmes ont eu accès aux données agro hydrométéorologiques et alertes multirisques produites avec l'appui du FRSP-Togo

Durabilité et capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire

Les activités aussi bien au niveau régional que dans les pays sous ce domaine d'intervention sont coordonnées par le CORAF. Durant l'année 2024, plus de **930 727 agriculteurs** bénéficiaires ont adopté des technologies et services agricoles climato-intelligents

On note aussi que **221 technologies** et innovations ont été diffusées et 06 plans d'action pour les Villages intelligents face au climat ont été élaborés. Par ailleurs, en matière de gestion intégrée des paysages, plus de **101 195 hectares** de superficies ont été mises sous pratiques de gestion durable du paysage.

30 experts membres de la communauté de pratique Gestion intégrée des paysages ont été formés et 22 outils

et approches modernes et performants mis à la disposition des pays pour développer l'agriculture biologique.

Burkina Faso

☑ **486 611** utilisent désormais des technologies intelligentes face au climat et **6 000** ha de basfonds en cours d'aménagement à travers le Labour intelligent.

Ghana

☑ **160 859** agriculteurs ont reçu des intrants agricoles et 2 571 agriculteurs ont été formés à la production de tomates

Mali

☑ **210 161 Agriculteurs** ont adopté des technologies climato intelligentes

☑ **33 Plans de Développement** Intégré des Paysages de l'ensemble de la zone d'intervention sont élaborés

☑ **2900 hectares** restaurés avec des techniques de Conservation des Eaux et des Sols

☑ **8 500 tonnes** d'engrais organiques distribués

Niger

☑ **10 221 hectares** de superficies restaurés en gestion durable des terres

☑ **91230 producteurs** dont **40%** de femmes ont adopté des technologies et services agricoles intelligents sur le plan climatique

☑ **393 tonnes** de semences de riz, maïs, sorgho et niébé distribuées aux producteurs

Sierra Leone

☑ **48 075 agriculteurs** ont reçu des kits contenant des variétés de cultures améliorées, des outils mécaniques et des engrais.

☑ **Environ 49 000** agriculteurs ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités en matière de production agricole

Tchad

☑ **37 714** producteurs dont **51,30%** des femmes sur **50 000** prévus ont bénéficié de kits d'intrants

Togo

☑ **84 014 exploitants** agricoles (**35% de femmes**) ont adopté des technologies et des services agricoles intelligents sur le plan climatique

☑ **702,83 tonnes** de semences certifiées de riz, soja, niébé, maïs bio fortifié acquis et distribués à **51 108 producteurs**

☑ **7 267 kits** maraichers composés de semences maraichères certifiées, biofertilisants, et outils maraichers acquis et mis à la disposition de **7 267** producteurs maraichers dont **3 572 femmes (49,15%)** ;

☑ **400 ménages** d'éleveurs soutenus à travers la construction de 224 poulaillers traditionnels améliorés (PTA), 176 Bergeries traditionnelles améliorée (BTA) et noyaux reproducteurs de volailles, et de petits ruminants (ovins et caprins).

Intégration des marchés alimentaires régionaux et le commerce

Les activités menées sous ce domaine d'intervention sont coordonnées par la CEDEAO en appui aux pays et aux organisations interprofessionnelles alimentaires. Malgré un contexte sous-régional difficile, des résultats ont été enregistrés.

en vue de rendre fonctionnel le tableau de bord de suivi du commerce agricole (EATM-Scorecard)

- **4 424 415 personnes** vulnérables peuvent être prises en charge pendant 1 mois dans la région avec le stock alimentaire disponible dans le cadre de la Réserve régionale de sécurité alimentaireEn ce qui concerne les activités de financement des risques d'insécurité alimentaire, on peut noter : (i) le lancement de l'étude de faisabilité du mécanisme de financement des risques, conduite par le cabinet Willis Towers Watson (WTW), en vue de proposer un mécanisme innovant permettant de renforcer la capacité financière et opérationnelle de la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA) face aux chocs extrêmes ; (ii) l'organisation d'une table ronde et consultation des parties prenantes (assureurs, réassureurs, etc.) visant à présenter le projet et à évaluer l'appétit du marché pour le mécanisme proposé ; (iii) le renforcement des capacités des cadres de l'ARAA sur la gestion des risques d'insécurité alimentaire; (iv) la revue technique du livrable 1 de l'étude de faisabilité portant sur la mise en place d'un mécanisme de backstop pour soutenir la PRSA.
- **Plus de 286 acteurs du secteur privé** ont été soutenus pour une meilleure implication dans le commerce intra-régional à travers des appuis en formation et des fonds de contrepartie
- **23 formateurs** des équipes techniques nationales ont été formés et la collecte de données réalisée dans 05 sur 07 pays (Ghana, Niger, Sierra Leone, Tchad et Togo)
- **La feuille de route régionale** sur le riz a été adoptée et disponible
- **La feuille de route régionale** pour la coordination de la convergence régionale des réglementations en matière de sécurité sanitaire des aliments 2024-2027 développée.

Burkina Faso

- **59 acteurs agricoles** formés sur la législation et les politiques régionales ;
- **98 experts nationaux** sur les mesures sanitaires et phytosanitaires ;
- **261 acteurs agricoles** formés sur les normes et standards et les règles d'origine de la CEDEAO et la ZLECAf
- **09 magasins de stockage** dont 2 de 1000 T et 7 de 500 T construits au profit de la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité alimentaire (SONAGESS)

Niger

- **271 acteurs** dont 70 femmes formés sur les normes sanitaires et phytosanitaires
- **09 magasins** dont 7 construits et 2 réhabilités
- **2000 femmes** équipées en Kits de transformation de produits agricoles
- **80 acteurs** du secteur privé formés

Sierra Leone

- **1 200 tonnes** de riz transformées comme stock initial pour la réserve stratégique nationale de céréales
- **280 femmes** négociantes en semences formées au développement du commerce des semences

Togo

- **29 774 bénéficiaires** dont 24 603 femmes transformatrices formées la transformation des denrées alimentaires à haute valeur nutritionnelle sur les technologies de production et d'utilisation de la farine riche de céréales pour enfant
- **100 exportateurs** agricoles et représentants des agences de voyage (terrestre, maritime et aériens) et structures de logistiques sensibilisés sur le processus de certification phytosanitaire du Togo et sur les exigences phytosanitaires de l'UE
- **150 acteurs** opérant dans les chaines de valeurs des semences dont 61 femmes formés sur les techniques de production des semences, de conditionnement et de création de business dans le secteur semencier.

ASPECTS TRANSVERSAUX

Les aspects transversaux concernent le genre, le suivi-évaluation, la sauvegarde environnementale et sociale y compris les violences basées sur le genre (VBG) et la communication et visibilité du FSRP.

PRISE EN COMPTE DU GENRE

L'année 2024 a été consacrée à la poursuite des séances des sensibilisation des acteurs et des partenaires aussi bien au niveau régional que dans les pays, à l'appui des pays à la mise en œuvre de leurs plans d'action genre avec des séances pratiques de prise en compte dans les activités de terrain.

On peut relever quelques formations clés :

- Formation sur le genre pour les organismes interprofessionnels impliqués dans les chaînes de valeur agroalimentaires régionales et le commerce intra-régional : (i) politiques, instruments et réglementations de la CEDEAO en matière de facilitation des échanges commerciaux ; (ii) protocoles sur le genre dans les accords de libre-échange tels que la ZLECA ; (iii) mécanismes de financement visant à favoriser un commerce et un marché régionaux inclusifs et sensibles au genre.
- Formation de spécialistes de la communication issus des pays du FSRP et des institutions régionales à la communication sensible au genre.
- Renforcement des capacités sur le programme d'accélération sensible au genre afin de promouvoir les investissements sensibles au genre dans les PME agricoles pour l'autonomisation des femmes et des jeunes pour les participants du Burkina Faso, du Ghana, du Mali, du Niger, du Togo, de la Sierra Leone, du Sénégal et du Tchad.
- Renforcement des capacités des organisations de base et des coopératives dirigées par des femmes et des jeunes dans les domaines suivants : (i) transformation agroalimentaire ; (ii) politiques, instruments et réglementations de la CEDEAO en matière de facilitation des échanges ; (iii) normes et certification en matière de sécurité alimentaire et de commerce.

SUIVI-ÉVALUATION ET CAPITALISATION

L'année 2024 a servi à appuyer les pays et les institutions régionales à apurer leurs données et renseigner l'outil de collecte et de traitement des données pour le suivi de la performance du PRSA en temps réel. Cela a nécessité des missions d'appui et des séances de coaching en ligne avec l'appui de la Banque mondiale.

COMMUNICATION ET VISIBILITÉ DU PRSA

Les activitésont été intenses au cours de l'année 2024. On peut noter quelques résultats phares ci-dessous :

- *Le renforcement de la visibilité du programme* à travers la publication régulière du bulletin mensuel, avec 11 numéros publiés au cours de l'année.
- *La valorisation des réalisations du programme* grâce à la production et à la diffusion de 6 success stories, 4 infographies et 10 vidéos mettant en lumière les résultats concrets obtenus.
- *La mise en ligne du site web officiel du FSRP (https://fsrp.araa.org)*, offrant un accès centralisé à l'information sur le programme.
- *L'animation régulière des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, Youtube)* ayant permis une large diffusion des résultats du programme aux niveaux national, régional et international et une croissance de la communauté en ligne, avec un total de 11 000 abonnés sur les réseaux sociaux atteints en décembre 2024.

SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE Y COMPRIS LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Les spécialistes des pays et au niveau régional ont poursuivi leur collaboration tout en animant les mécanismes de gestion des plaintes mis en place en 2023. Les principaux résultats atteints sont :

- *Le renforcement de la collaboration entre spécialistes :* Des réunions mensuelles en ligne ont été organisées de manière continue, réunissant les spécialistes nationaux et régionaux pour échanger sur les problématiques environnementales et sociales, y compris la prévention des violences basées sur le genre (VBG).
- *L'opérationnalisation des mécanismes de gestion des plaintes :* Chaque institution partenaire (ARAA, AGRHYMET, CORAF) a mis en place un mécanisme fonctionnel de gestion des plaintes, comprenant notamment un numéro vert et une adresse e-mail dédiée. Ces dispositifs ont été appuyés par des campagnes de communication internes (affiches, kakémonos) pour en assurer la visibilité et l'accessibilité.
- *Le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre :* Plus de 50 acteurs ont été formés aux principes de sauvegarde environnementale et sociale, y compris aux questions liées aux VBG, lors de sessions de formation organisées au Niger et au Sénégal avec le soutien de l'équipe de sauvegarde régionale.
- *L' appui à la sensibilisation des bénéficiaires :* En Sierra Leone, l'équipe régionale a appuyé les actions de sensibilisation des bénéficiaires sur le mécanisme de gestion des plaintes et sur le processus de sélection des sites pour les Guichets d'Investissement Productif (GIP).

QUELQUES TÉMOIGNAGES DE BÉNÉFICIAIRES

« Je faisais la culture du riz sur les bas-fonds avec les méthodes traditionnelles et je ne réussissais pas vraiment. Mais avec la nouvelle approche d'aménagement sommaire du Smart Valleys, j'ai la certitude que les rendements vont doubler voire tripler dans les années à venir. Ainsi, nous les femmes, nous pourrons vivre aisément de notre travail. Je dis un grand merci au FSRP pour ce soutien. »

KOMLA Mamalinawè
Productrice de riz au Togo

« J'ai bénéficié du projet FSRP, d'un sac et demi d'engrais et de 10 kg de semences de riz que j'ai cultivé sur 0.25 hectare. Personnellement je récoltais au plus 5 sacs de riz paddy sur 0.25 hectare. Mais avec les semences que le projet m'a données, j'ai récolté cette année 9 sacs de 100 kilos sur la même superficie. Je remercie beaucoup le FSRP pour cette aide qu'il nous a apporté. Grâce à la bonne récolte cette année, je vais vendre le surplus pour soutenir financièrement la famille et reprendre ma tontine et mon commerce que j'avais laissé faute de moyen. J'ai aussi un stock à la maison pour la consommation de la famille. »

SOWARE Amina
Productrice de riz au Togo

« Le projet FSRP nous a aidé avec des semences de tomate, de piment et d'oignon. Les semences qu'on nous a données ne sont pas comparables à ce qu'on achète au marché parce que les plants des autres variétés du marché meurent, mais pour les semences que le FSRP nous a données, aucun plant n'est mort. Avant, je n'arrivais pas à faire 5 planches. Je me limitais seulement à 3 planches. Mais avec ces semences du FSRP, j'ai fait 10 planches de tomate. Non seulement elles sont plus grosses mais aussi les plants donnent beaucoup. Pour le moment, c'est un panier que j'ai récolté et vendu à 60.000 francs le panier. Si j'enlève tous les plants, je vais certainement atteindre au moins 200 mille francs sur cette parcelle. Je souhaite une longue vie à ce projet. »

LOUKITIBE Pakle
maraichère spécialisée dans la production de tomate

« Pour moi, c'est un rêve qui vient de se réaliser parce que quand j'étais à l'école, toutes mes idées étaient au champ. Ce qui a fait qu'à un moment donné, j'ai dû laisser les études pour la terre et c'était très difficile au début. J'essayais tant bien que mal de m'adapter mais ce n'était pas ça. J'ai depuis lors, prié et rêvé d'avoir une formation qui puisse m'aider à acquérir des connaissances pour mieux travailler la terre. C'est pour ça qu'à l'annonce de cette formation, j'ai sauté de joie parce que pour moi, c'est un rêve qui est en train de se réaliser. S'il y avait un mot plus grand que « Merci », je le dirais au projet FSRP pour m'avoir permis de voir mon rêve se réaliser. J'envisage après cette formation créer ma propre ferme agricole agro écologique et aider aussi les autres à réaliser leur rêve comme moi »

BOMBE Oubordo
exploitant agricole sur la ZAAP Djaboukou dans la préfecture de dankpen, Togo

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES 2025

Malgré quelques difficultés dans la sous-région ouest-africaine et au Sahel combinées à la cherté de la vie aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines, les activités du PRSA se sont déroulées dans la majorité des pays et au niveau régional.

En fin d'année 2024, le programme est à un niveau d'avancement global moyennement satisfaisant et les principaux résultats seront partagés au cours de la revue à mi-parcours prévu pour le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo ainsi que le CILSS, le CORAF et la CEDEAO qui ont entamé les activités en juin 2022.

Cette revue permettra de faire le bilan du PRSA, de relever les principaux défis et surtout de proposer des actions correctives en vue d'atteindre l'objectif final du programme qui est de préparer les systèmes alimentaires ouest-africains contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires dans les pays participants.

Les leçons tirées de cette revue serviront pour le Ghana, la Sierra leone, le Tchad et le Sénégal qui ont entamé la mise en œuvre du PRSA respectivement en 2023 et 2024. L'année 2025 est donc une opportunité pour les acteurs et partenaires du programme de présenter les résultats et surtout les premiers impacts sur les bénéficiaires.

PRSA

Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.cilss.int

www.coraf.org

infos@coraf.org

www.araa.org

www.fsrp.araa.org

Le PRSA est financé par la Banque mondiale

LA BANQUE MONDIALE